

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 3°, 32.0.1° et 34° et a. 331.2)

#### Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement.*

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **17 janvier 2024**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Philippe Lessard  
Analyste à l'encadrement des valeurs mobilières  
Direction de l'encadrement des produits d'investissement  
Tél. : 514 395-0337, poste 4364  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courriel : [philippe.lessard@lautorite.qc.ca](mailto:philippe.lessard@lautorite.qc.ca)

**Le 19 octobre 2023**

Canadian Securities  
AdministratorsAutorités canadiennes  
en valeurs mobilières

## Avis de consultation des ACVM

### Projet de Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement

Le 19 octobre 2023

#### Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (**ACVM** ou **nous**) proposent des modifications visant à faciliter la décision d'un organisme de placement collectif (**OPC**) d'abrèger volontairement le cycle de règlement des opérations de souscription et de rachat de ses titres de deux jours à un jour après l'opération, en prévision du passage, au Canada, à pareil cycle de règlement pour les opérations sur titres de capitaux propres et de créance à long terme.

Nous publions un projet de modification (le **projet de modification**) du *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le **Règlement 81-102**) pour une période de consultation de 90 jours.

Le texte du projet de modification est publié avec le présent avis et peut également être consulté sur les sites Web des membres des ACVM suivants :

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)  
[www.asc.ca](http://www.asc.ca)  
[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)  
[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca)  
[www.fcnb.ca](http://www.fcnb.ca)  
[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)  
[www.fcaa.gov.sk.ca](http://www.fcaa.gov.sk.ca)  
[www.msc.gov.mb.ca](http://www.msc.gov.mb.ca)

#### Résumé et objet

Le projet de modification vise à permettre la coexistence de divers cycles de règlement, surtout pour les OPC qui décideraient de leur propre initiative d'abrèger, de deux à un jour après l'opération, le cycle de règlement pour les souscriptions et les rachats de leurs titres lorsque les actifs sous-jacents qu'ils détiennent passeront à ce même cycle de règlement.

Le projet de modification introduit des changements visant à clarifier que les paiements doivent être effectués au plus tard à la date de règlement de référence de l'ordre d'achat. Cette date

correspond au jour ouvrable déterminé par l'OPC et communiqué par écrit au placeur principal, au courtier participant ou à la personne qui leur fournit des services, et doit tomber au plus tard le deuxième jour ouvrable après la date de fixation du prix des titres.

Il vient aussi modifier le sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'article 9.4 du Règlement 81-102 de façon que l'OPC qui décide d'abrégé, de deux à un jour après l'opération, le cycle de règlement pour les souscriptions ou les rachats de ses titres soit tenu de racheter ceux-ci en cas de non-paiement le jour ouvrable suivant la date de règlement de référence de l'ordre d'achat, qui tomberait deux jours après l'opération et non trois, comme c'est le cas actuellement.

### Contexte

Le 15 décembre 2022, les ACVM ont publié pour consultation un projet de *Règlement modifiant le Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles* (le **projet de modification du Règlement 24-101**) ayant notamment pour but de faciliter l'abrègement, au Canada, du cycle de règlement standard des opérations sur titres de capitaux propres et de créance à long terme de deux à un jour après la date de l'opération.

Simultanément, le personnel des ACVM a publié l'Avis 81-335 du personnel des ACVM, *Cycle de règlement des fonds d'investissement* (l'**Avis 81-335**), où il expliquait qu'il ne proposait pas de modifier les articles 9.4 et 10.4 du Règlement 81-102 pour imposer l'abrègement du cycle de règlement des opérations de placement initial et de rachat de titres d'OPC de deux à un jour après la date de l'opération. Il estimait en revanche que les OPC devraient adopter de façon volontaire le cycle de règlement de un jour après l'opération si celui-ci devenait la norme au Canada.

La consultation pour le projet de modification du Règlement 24-101 a pris fin le 17 mars 2023, et un seul mémoire a été reçu concernant l'Avis 81-335. L'intervenant y indique que pour faciliter la décision d'un OPC d'abrégé, de deux à un jour après l'opération, le cycle de règlement pour les souscriptions et les rachats de ses titres, une modification technique devrait être apportée à l'obligation de rachat forcé en cas de non-paiement prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'article 9.4 du Règlement 81-102. Il fait valoir que, selon cette disposition, l'OPC doit racheter les titres qu'il a émis en faveur d'un souscripteur si celui-ci omet de les payer le jour suivant le règlement. Ce dernier étant actuellement requis deux jours après l'opération, la disposition actuelle impose donc le rachat trois jours après la date de l'opération. L'OPC qui réduit volontairement à un jour après l'opération son cycle de règlement pour la vente de ses titres devrait être tenu d'effectuer le rachat en cas de non-paiement le jour après le règlement, soit deux jours après l'opération, et non trois.

Sans le projet de modification, la mouture actuelle du sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'article 9.4 du Règlement 81-102 ferait en sorte qu'il serait difficile sur le plan administratif pour un OPC de passer à un cycle de règlement de un jour après l'opération, puisqu'il ne pourrait racheter ses titres en cas de non-paiement que deux jours après la date de règlement.

## Transmission des commentaires

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le **17 janvier 2024**.

Nous ne pouvons en préserver la confidentialité parce que la législation en valeurs mobilières exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au [www.asc.ca](http://www.asc.ca), sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au [www.osc.ca](http://www.osc.ca) et sur celui de l'Autorité des marchés financiers au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Nous invitons donc les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.  
Vos commentaires doivent être adressés aux membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Autorité des marchés financiers  
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Nouveau-Brunswick  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Office of the Superintendent of Securities, Service NL  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon  
 Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Nunavut

Veillez envoyer vos commentaires seulement aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres autorités :

M <sup>e</sup> Philippe Lebel	The Secretary
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques de l'Ontario	Commission des valeurs mobilières
Autorité des marchés financiers	20 Queen Street West
Place de la Cité, tour Cominar	22nd Floor, Box 55
2640, boulevard Laurier, bureau 400	Toronto (Ontario)
Québec (Québec) G1V 5C1	M5H 3S8
Télécopieur : 514 864-8381	Télécopieur : 416 593-2318
Courriel : <a href="mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca">consultation-en-cours@lautorite.qc.ca</a>	Courriel : <a href="mailto:comments@osc.gov.on.ca">comments@osc.gov.on.ca</a>

## Questions

Veillez adresser vos questions aux personnes suivantes :

*Autorité des marchés financiers*

Philippe Lessard

Analyste à l'encadrement des valeurs mobilières

Direction de l'encadrement des produits d'investissement

Tél. : 514 395-0337, poste 4364

Courriel : philippe.lessard@lautorite.qc.ca

*British Columbia Securities Commission*

James Leong

Senior Legal Counsel, Corporate Finance

Tél. : 604 899-6681

Courriel : jleong@bcsc.bc.ca

*Alberta Securities Commission*

Chad Conrad

Senior Legal Counsel, Investment Funds

Tél. : 403 297-4295

Courriel : chad.conrad@asc.ca

*Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan*

Heather Kuchuran

Director, Corporate Finance

Tél. : 306 787-1009

Courriel : heather.kuchuran@gov.sk.ca

*Commission des valeurs mobilières du Manitoba*

Patrick Weeks

Deputy Director – Corporate Finance

Tél. : 204 945-3326

Courriel : patrick.weeks@gov.mb.ca

*Commission des valeurs mobilières de l'Ontario*

Michael Tang

Senior Legal Counsel, Investment Funds and Structured Products Branch

Tél. : 416 593-2330

Courriel : mtang@osc.gov.on.ca

*Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)*

Joe Adair

Analyste principal des Valeurs mobilières

Tél. : 506 643-7435

Courriel : joe.adair@fcnb.ca

*Nova Scotia Securities Commission*  
Abel Lazarus  
Director, Corporate Finance Branch  
Tél. : 902 424-6859  
Courriel : [abel.lazarus@novascotia.ca](mailto:abel.lazarus@novascotia.ca)

Peter Lamey  
Legal Analyst, Corporate Finance Branch  
Tél. : 902 424-7630  
Courriel : [peter.lamey@novascotia.ca](mailto:peter.lamey@novascotia.ca)

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 3°, 32.0.1° et 34°)

**1.** L'article 9.4 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39) est modifié :

1° par l'insertion, avant le paragraphe 1, du suivant :

« 0.1) Dans les paragraphes 1, 2 et 4, la « date de règlement de référence » s'entend de la première des dates suivantes :

*a)* le jour ouvrable déterminé par l'OPC et communiqué par écrit au placeur principal ou au courtier participant visé au paragraphe 1, ou à la personne visée à ce paragraphe qui leur fournit des services;

*b)* le deuxième jour ouvrable après la date de fixation du prix des titres. »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « le deuxième jour ouvrable après la date de fixation du prix des titres » par « à la date de règlement de référence »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « dans les 2 jours ouvrables de la date de fixation du prix de ces titres » par « au plus tard à la date de règlement de référence »;

4° dans le paragraphe 4 :

*a)* par le remplacement, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a*, de « dans les 2 jours ouvrables après la date de fixation du prix » par « au plus tard à la date de règlement de référence »;

*b)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *a*, de « le troisième jour ouvrable après la date de fixation du prix » par « le jour ouvrable suivant la date de règlement de référence ».

**2. Date d'entrée en vigueur**

1° Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

**Draft Regulation**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (3), (32.0.1) and (34), and s. 331.2)

**Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds**

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds.*

**Request for comment**

Comments regarding the above may be made in writing by **January 17, 2024**, to the following:

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Fax : (514) 864-6381  
E-mail : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Further information**

Further information is available from:

Philippe Lessard  
Securities Analyst, Investment Products Oversight  
Tel: 514 395-0337 # 4364  
Toll-free: 1 877 525-0337  
Email: [philippe.lessard@lautorite.qc.ca](mailto:philippe.lessard@lautorite.qc.ca)

**October 19, 2023**

## CSA Notice and Request for Comment

### *Draft Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds*

October 19, 2023

#### Introduction

The Canadian Securities Administrators (**CSA** or **we**) are proposing amendments to facilitate a voluntary decision by a mutual fund to shorten the settlement cycle for purchases and redemptions of its securities from two days after the date of a trade (**T+2**) to one day after the date of a trade (**T+1**) in anticipation of a reduction of the settlement cycle for equity and long-term debt market trades in Canada to T+1.

We are publishing for a 90-day comment period draft amendments (the **Draft Amendments**) to *Regulation 81-102 respecting Investment Funds* (**Regulation 81-102**).

The text of the Draft Amendments is published with this Notice and will also be available on the websites of the following CSA jurisdictions:

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)  
[www.asc.ca](http://www.asc.ca)  
[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)  
[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca)  
[www.fcmb.ca](http://www.fcmb.ca)  
[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)  
[www.fcaa.gov.sk.ca](http://www.fcaa.gov.sk.ca)  
[www.msc.gov.mb.ca](http://www.msc.gov.mb.ca)

#### Summary, Substance and Purpose

The purpose of the Draft Amendments is to accommodate a range of settlement cycles and particularly for those mutual funds that voluntarily decide to shorten the settlement cycle for purchases and redemptions of their securities from T+2 to T+1 when the underlying assets held by the fund move to a T+1 settlement cycle.

The Draft Amendments introduce drafting changes to clarify that payments must be made no later than the reference settlement date of the purchase order. The reference settlement date of

the purchase order is the business day determined by the mutual fund and disclosed in writing to the principal distributor, the participating dealer, or the person providing services to the principal distributor or participating dealer, which must be on or before the second business day after the pricing date.

The Draft Amendments also introduce a change to paragraph 9.4(4)(a) of Regulation 81-102 to require a mutual fund that voluntarily decides to shorten the settlement cycle for purchase or redemption of its securities from T+2 to T+1 to redeem its securities for non-payment on the next business day after the reference settlement date of the purchase order, which would be on T+2 rather than T+3 as currently required.

## Background

On December 15, 2022, the CSA published for comment draft amendments (the **Regulation 24-101 Amendments**) to *Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlements*. Among other things, the Regulation 24-101 Amendments focus on facilitating the shortening of the standard settlement cycle for equity and long-term debt market trades in Canada from T+2 to T+1.

Concurrent with the publication of the Regulation 24-101 Amendments, CSA staff published CSA Staff Notice 81-335 *Investment Fund Settlement Cycles (Staff Notice 81-335)*. Staff Notice 81-335 explained that CSA staff did not propose to amend sections 9.4 and 10.4 of Regulation 81-102 to mandate the shortening of the settlement cycle for primary distributions and redemptions of mutual fund securities from T+2 to T+1. However, it was CSA staff's view that mutual funds should settle primary distributions and redemptions of their securities on T+1 voluntarily if the standard settlement cycle for listed securities moves from two days to one day in Canada.

The comment period for the Regulation 24-101 Amendments closed on March 17, 2023, and we received one comment letter regarding Staff Notice 81-335. The commenter stated that, to facilitate a voluntary decision by a mutual fund to shorten the settlement cycle for purchase or redemption of its securities from T+2 to T+1, a technical amendment to the forced redemption for non-payment requirement in paragraph 9.4(4)(a) of Regulation 81-102 should be made. The commenter noted that the intent of paragraph 9.4(4)(a) of Regulation 81-102 is that a mutual fund must redeem its securities that were issued to a purchaser if the purchaser fails to pay for those securities the day after settlement. Because settlement is currently required on T+2, current paragraph 9.4(4)(a) of Regulation 81-102 effectively mandates redemption three days after the date of the trade (T+3). If a mutual fund voluntarily shortens its settlement cycle for a sale of its securities to T+1, the mutual fund should be required to redeem for non-payment on the date after settlement, which would be on T+2 rather than T+3.

Without the Draft Amendments, current paragraph 9.4(4)(a) of Regulation 81-102 would make a voluntary movement to a T+1 settlement cycle by a mutual fund administratively challenging because it could not redeem its securities for non-payment until two days after the settlement date.

## How to Provide Your Comments

Please provide your comments in writing by **January 17, 2024**.

We cannot keep submissions confidential because securities legislation requires publication of a summary of written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the website of each of the Alberta Securities Commission at [www.asc.ca](http://www.asc.ca), the Ontario Securities Commission at [www.osc.ca](http://www.osc.ca) and the Autorité des marchés financiers at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca). Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important you state on whose behalf you are making the submissions.

Thank you in advance for your comments.

Please address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Manitoba Securities Commission  
 Ontario Securities Commission  
 Autorité des marchés financiers  
 Financial and Consumer Services Commission, New Brunswick  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Office of the Superintendent of Securities, Service NL  
 Northwest Territories Office of the Superintendent of Securities  
 Office of the Yukon Superintendent of Securities  
 Superintendent of Securities, Nunavut

Please send your comments only to the following addresses. Your comments will be forwarded to the remaining jurisdictions:

Me Philippe Lebel  
 Corporate Secretary and Executive Director  
 Legal Affairs  
 Autorité des marchés financiers  
 Place de la Cité, tour Cominar  
 2640, boulevard Laurier, bureau 400  
 Québec (Québec) G1V 5C1  
 Fax: 514 864-8381  
 Email: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

The Secretary  
 Ontario Securities Commission  
 20 Queen Street West  
 22nd Floor, Box 55  
 Toronto, Ontario  
 M5H 3S8  
 Fax: 416 593-2318  
 Email: [comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

## Questions

Please refer your questions to any of the following:

### *Autorité des marchés financiers*

Philippe Lessard  
Securities Analyst, Investment Products Oversight  
Tel: 514 395-0337 # 4364  
Email: [philippe.lessard@lautorite.qc.ca](mailto:philippe.lessard@lautorite.qc.ca)

### *British Columbia Securities Commission*

James Leong  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Tel : 604 899-6681  
Email: [jleong@bcsc.bc.ca](mailto:jleong@bcsc.bc.ca)

### *Alberta Securities Commission*

Chad Conrad  
Senior Legal Counsel, Investment Funds  
Tel: 403 297-4295  
Email: [chad.conrad@asc.ca](mailto:chad.conrad@asc.ca)

### *Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan*

Heather Kuchuran  
Director, Corporate Finance  
Tel: 306 787-1009  
Email: [heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

### *Manitoba Securities Commission*

Patrick Weeks  
Deputy Director – Corporate Finance  
Tel: 204 945-3326  
Email: [patrick.weeks@gov.mb.ca](mailto:patrick.weeks@gov.mb.ca)

### *Ontario Securities Commission*

Michael Tang  
Senior Legal Counsel, Investment Funds and Structured Products Branch  
Tel: 416 593-2330  
Email: [mtang@osc.gov.on.ca](mailto:mtang@osc.gov.on.ca)

### *Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)*

Joe Adair, Senior Securities Analyst  
Tel: 506 643-7435  
Email: [joe.adair@fcnb.ca](mailto:joe.adair@fcnb.ca)

*Nova Scotia Securities Commission*  
Abel Lazarus  
Director, Corporate Finance Branch  
Tel: 902 424-6859  
Email: [abel.lazarus@novascotia.ca](mailto:abel.lazarus@novascotia.ca)

Peter Lamey  
Legal Analyst, Corporate Finance Branch  
Tel: 902 424-7630  
Email: [peter.lamey@novascotia.ca](mailto:peter.lamey@novascotia.ca)

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (3), (32.0.1) and (34))

**1.** Section 9.4 of Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39) is amended:

(1) by inserting the following before paragraph (1) :

“(0.1) In subsections (1), (2), and (4), “reference settlement date” means the earlier of:

(a) the business day determined by the mutual fund and disclosed in writing to the principal distributor or participating dealer referred to in subsection (1), or to the person referred to in subsection (1) providing services to the principal distributor or participating dealer, and

(b) the second business day after the pricing date.”;

(2) by replacing “second business day after the pricing date”, in paragraph (1), by “reference settlement date”;

(3) by replacing “second business day after the pricing date”, in paragraph (2), by “reference settlement date”;

(4) in paragraph (4):

(a) by replacing “second business day after the pricing date”, in the text before subparagraph (a), by “reference settlement date”;

(b) by replacing “third business day after the pricing date”, in paragraph (a), by “next business day after the reference settlement date”.

**2. Effective Date**

(1) This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

## 6.2.2 Publication

Aucune information.